

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2005-2006

18 AVRIL 2006

Projet de loi relatif au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine

RAPPORT

**FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE LA JUSTICE
PAR
MME LALOY**

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2005-2006

18 APRIL 2006

Wetsontwerp betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten

VERSLAG

**NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE
UITGEBRACHT DOOR
MEVROUW LALOY**

Composition de la commission/Samenstelling van de commissie :

Président/Voorzitter : Hugo Vandenberghe.**Membres/Leden :**

SP.A-SPIRIT	Jacinta De Roeck, Flor Koninckx, Fauzaya Talhaoui.
VLD	Jeannine Leduc, Stefaan Noreilde, Luc Willems.
PS	Jean-François Istasse, Marie-José Laloy, Philippe Mahoux.
MR	Jean-Marie Cheffert, Christine Defraigne, Nathalie de T' Serclaes.
CD&V	Mia De Schampelaere, Hugo Vandenberghe.
Vlaams Belang	Jurgen Ceder, Anke Van dermeersch.
CDH	Clotilde Nyssens.

Suppléants/Plaatsvervangers :

Staf Nimmegeers, Fatma Pehlivan, Ludwig Vandenhove, Myriam Vanlerberghe.
Pierre Chevalier, Nele Lijnen, Annemie Van de Casteele, Patrik Vankrunkelsven.
Sfia Bouarfa, Jean Cornil, Joëlle Kapompolé, Philippe Moureaux.
Jihane Annane, Berni Collas, Marie-Hélène Crombé-Berton, Alain Destexhe.
Sabine de Bethune, Jan Steverlynck, Erika Thijs.
Yves Buysse, Joris Van Hauthem, Karim Van Overmeire.
Christian Brotcorne, Francis Delpérée.

*Voir :***Documents du Sénat :****3-1128 - 2005/2006 :**

N° 9 : Projet amendé par la Chambre.

*Zie :***Stukken van de Senaat :****3-1128 - 2005/2006 :**

Nr. 9 : Ontwerp geamendeerd door de Kamer.

I. PROCÉDURE

Le projet de loi qui fait l'objet du présent rapport (1) relève de la procédure bicamérale obligatoire. Il a été déposé au Sénat par le gouvernement le 20 avril 2005. Après l'avoir examiné, le Sénat l'a transmis à la Chambre des représentants le 15 décembre 2005.

La Chambre des représentants a renvoyé le projet de loi au Sénat, le 31 mars 2006, après l'avoir amendé et corrigé.

La commission de la Justice a examiné le présent projet au cours de sa réunion du 18 avril 2006 en présence de la ministre de la Justice.

II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE LA MINISTRE DE LA JUSTICE

La ministre souligne tout d'abord que les débats à la Chambre ont été intenses et soutenus tout au long des nombreuses séances de la Commission qui ont été consacrées à l'étude du présent projet ainsi que du projet de loi instaurant des tribunaux de l'application des peines. C'est à la suite de ces débats qu'un certain nombre d'amendements ont été acceptés par rapport au texte adopté initialement par le Sénat. Ces amendements, dont certains sont assez importants, n'ont toutefois pas modifié l'équilibre général du texte et ne remettent en question aucun des piliers de ce projet tel qu'il avait été voté par le Sénat. Il s'agit plutôt d'améliorations qui rendent le texte plus cohérent.

Le premier amendement concerne le titre. Sur proposition de M. Malmendier, le projet de loi sur le statut externe des détenus intitulé désormais « projet de loi relatif au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine ».

Il s'agit effectivement que dès le titre, on sache clairement que ce projet modifie bien évidemment un certain nombre de règles en ce qui concerne les auteurs d'infractions mais introduit également de nouveaux droits en faveur des victimes et il est important que le titre reflète cette double évolution.

Plusieurs amendements ont été acceptés pour remplacer dans différents articles le mot « requête » par les mots « demande écrite ». Le mot « requête » a en effet une connotation juridique bien déterminée et exige un

(1) On peut également renvoyer aux discussions relatives au projet de loi instaurant des tribunaux de l'application des peines (doc. Sénat, n° 3-1127) auquel le projet faisant l'objet du présent rapport est lié.

I. PROCEDURE

Het wetsontwerp waarop dit verslag betrekking heeft (1) valt onder de verplicht bicamerale procedure. Het is door de regering ingediend in de Senaat op 20 april 2005. De Senaat heeft het onderzocht en overgezonden naar de Kamer van volksvertegenwoordigers op 15 december 2005.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft het wetsontwerp op 31 maart 2006 teruggezonden naar de Senaat, na het te hebben geamendeerd en verbeterd.

De Commissie voor de Justitie heeft dit ontwerp onderzocht tijdens haar vergadering van 18 april 2006 in aanwezigheid van de minister van Justitie.

II. INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE MINISTER VAN JUSTITIE

De minister benadrukt dat de debatten intens en fel waren tijdens de veelvuldige zittingen van de Commissie die belast was met de bespreking van dit ontwerp alsook van het wetsontwerp houdende oprichting van strafuitvoeringsrechtbanken. Als gevolg van deze debatten werden een zeker aantal amendementen aanvaard in verband met de aanvankelijk door de Senaat aangenomen tekst. Die amendementen — waarvan enkele vrij belangrijke — hebben echter niet getornd aan het algemene evenwicht van de tekst en — zoals ze gestemd werden in de Senaat — stellen ze geen pijlers van dit ontwerp in vraag. Het gaat veeleer om verbeteringen die de samenhang van de tekst verbeteren.

Het eerste amendement betreft de titel. Op voorstel van de heer Malmendier is het opschrift van het wetsontwerp over de externe rechtspositie van de gedetineerden voortaan « Wetsontwerp betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten ».

Het gaat er inderdaad om dat men reeds bij de titel duidelijk weet dat dit ontwerp uiteraard een zeker aantal rechtsregels wijzigt voor wat de auteurs van strafbare feiten betreft maar ook dat er nieuwe rechten worden ingevoerd ten voordele van de slachtoffers, en het is heel belangrijk dat de titel deze tweevoudige ontwikkeling weergeeft.

Er werden verschillende amendementen aangenomen om in alle artikelen het woord « verzoekschrift » te vervangen door de woorden « schriftelijk verzoek ». Het woord « verzoekschrift » heeft immers een wel-

(1) Er kan ook worden verwezen naar de besprekingen van het wetsontwerp houdende oprichting van strafuitvoeringsrechtbanken (stuk Senaat, nr. 3-1127) waarmee dit ontwerp verband houdt.

certain nombre de formes précises pour pouvoir être reconnu comme tel. Exiger une requête pour que par exemple, une victime demande à être reconnue comme telle par le tribunal de l'application des peines paraissait superflu et constituer un obstacle procédurier inutile. Il a donc été décidé de remplacer « requête » par une simple « demande écrite » dans tous les articles qui prévoyaient l'emploi d'une requête.

Un amendement a également été accepté aux articles 8 et 17 pour permettre au directeur de la prison de demander au service des maisons de justice une enquête sociale ou un rapport d'information succinct externe (qui s'effectuera donc au domicile de la personne chez laquelle le détenu veut se rendre en congé) en vue de l'octroi d'un congé pénitentiaire ou d'une interruption de peine. À l'heure actuelle, ce travail se fait déjà couramment mais sans base légale, il paraissait opportun de continuer dans ce sens mais avec une base légale qui clarifie les liens entre prisons et maisons de justice.

Un autre amendement a été accepté aux articles 9 et 31 en ce qui concerne l'hypothèse où l'avis du directeur de la prison ne serait pas rendu dans les délais prévus. Le texte tel qu'il était formulé initialement n'était effectivement pas très clair puisqu'il précisait que faute d'avis motivé du directeur de la prison dans le délai prévu, le ministre pouvait être condamné à communiquer au condamné une copie de cet avis. Or, il est évidemment impossible de communiquer un avis qui n'existe pas ou pas encore. Le texte a donc été remanié et précise aujourd'hui que si l'avis du directeur n'est pas communiqué dans le délai prévu, le ministre peut être condamné à émettre son avis par l'intermédiaire du directeur de la prison dans le délai prévu par le président du tribunal de première instance. Le texte tel que rédigé aujourd'hui oblige donc le ministre à contraindre le directeur de la prison à émettre l'avis qu'il doit rendre dans les délais fixés par le président du tribunal.

Un amendement a également été accepté à l'article 11 pour permettre une double précision. D'abord, sur le fait que le congé pénitentiaire est bien renouvelé de plein droit chaque trimestre, sauf si une décision contraire intervient parce qu'il y a eu des problèmes pendant le congé précédent. Et ensuite, sur les conditions particulières qui peuvent être imposées lors d'un congé. Dans le texte initial, la révision des conditions imposées pour un congé n'était possible que s'il y avait non respect d'une de ces conditions. Or, il peut y avoir des situations où l'intéressé a respecté toutes les conditions prévues mais un élément nouveau est intervenu et amène l'autorité à modifier, dans un sens ou dans un autre, les conditions imposées au condamné pour l'octroi de son congé pénitentiaire. Il est important que le projet de loi permette une

bepaalde juridische connotatie en vergt een zeker aantal precieze vormvereisten. Het eisen van een verzoekschrift opdat een slachtoffer bijvoorbeeld door de strafuitvoeringsrechtbank als dusdanig kan worden erkend bleek overbodig en zou een onnodige procedurehindernis vormen. Er werd dus beslist « verzoekschrift » te vervangen door « schriftelijk verzoek » en dit in alle artikelen waar « verzoekschrift » gebruikt was.

Ook werd een amendement aanvaard in de artikelen 8 en 17 om de gevangenisdirecteur de mogelijkheid te geven een maatschappelijke enquête of een extern beknopt voorlichtingsverslag te vragen aan de justitiehuizen (dat dus zal gebeuren bij de persoon zelf bij wie de gedetineerde tijdens zijn verlof wenst te gaan) met het oog op het toekennen van penitentiair verlof of van een strafonderbreking. Op dit ogenblik gebeurt dit reeds vaak maar zonder wettelijke basis en het bleek opportuun in die richting verder te gaan maar dan op een wettelijke basis die de link verduidelijkt tussen de gevangenen en de justitiehuizen.

Er werd een ander amendement goedgekeurd over de artikelen 9 en 31 inzake de hypothese waarbij het advies van de gevangenisdirecteur niet binnen de voorziene termijnen wordt gegeven. Zoals hij aanvankelijk geformuleerd werd, was de tekst inderdaad niet zeer duidelijk aangezien hij stelde dat zonder een gemotiveerd advies van de gevangenisdirecteur binnen de voorziene termijn, de minister ertoe veroordeeld kon worden een kopie van dit advies aan de veroordeelde over te moeten maken. Nu is het meedelen van een advies dat niet bestaat of nog niet bestaat onmogelijk. De tekst werd dus herwerkt en stelt thans dat als het advies van de directeur niet werd meegedeeld binnen de gestelde termijn, de minister ertoe veroordeeld kan worden advies uit te brengen via de gevangenisdirecteur binnen de termijn die voorzien werd door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg. Zoals de tekst thans opgesteld is, verplicht de minister de gevangenisdirecteur ertoe het advies uit te brengen dat hij moet overmaken binnen de door de voorzitter van de rechtbank vastgestelde termijnen.

Er werd eveneens een amendement goedgekeurd voor artikel 11 om een tweevoudige verduidelijking mogelijk te maken. Eerst over het feit dat het penitentiair verlof wel degelijk ieder trimester van rechtswege vernieuwd wordt behalve wanneer er een tegengestelde beslissing tussenkomt ingevolge problemen tijdens het voorgaande verlof, en vervolgens over de bijzondere voorwaarden die voor een verlof kunnen worden opgelegd. In de oorspronkelijke tekst was de herziening van de voorwaarden die voor een verlof waren opgelegd slechts mogelijk wanneer één van deze voorwaarden niet werd nageleefd. Nu kunnen er zich situaties voordoen waarbij de betrokkene aan alle voorwaarden heeft voldaan maar waarbij zich een nieuw element heeft voorgedaan en de autoriteit ertoe genoopt wordt de aan de veroordeelde opgelegde

adaptation souple des conditions à l'évolution de la situation du condamné.

Plusieurs amendements ont été acceptés notamment aux articles 14, 19 et autres pour ajouter le fait que pendant un congé pénitentiaire ou une permission de sortie ou encore pendant sa libération conditionnelle, non seulement le condamné ne peut évidemment pas mettre en péril l'intégrité physique d'un tiers mais il ne peut pas non plus mettre en péril l'intégrité psychologique de ce tiers. On vise par là à éviter notamment les situations de harcèlement ou de menaces que pourrait exercer l'auteur sur des tierces personnes.

Plusieurs amendements visent également à préciser que les dispositions relatives à la mise en liberté provisoire en vue de l'éloignement du territoire s'appliquent également aux personnes à l'égard desquelles une décision d'extradition a été prise ou un mandat d'arrêt européen a été décerné. Le mot « remise » qui est ajouté à plusieurs articles du projet de loi renvoie donc au moment concret où la personne est remise à l'État requérant dans le cadre de la procédure d'extradition ou du mandat d'arrêt européen. En ajoutant ces deux cas de figure, on a voulu clarifier le texte en reprenant l'ensemble des dispositions possibles en la matière ce qui n'était pas le cas auparavant.

Un amendement a également été accepté à l'article 28. Il s'agissait d'harmoniser le § 2 de cet article avec le même paragraphe de l'article 47. Ces articles traitent tous les deux de la libération provisoire en vue de l'éloignement du territoire, le premier pour les peines de moins de trois ans et le second pour les peines de plus de trois ans. L'article 40 reprenait notamment le fait que les contre-indications avant toute forme de libération conditionnelle pour cette catégorie de condamnés portait notamment sur les efforts effectués par ces condamnés pendant la détention pour indemniser les parties civiles. Il était donc important d'harmoniser les deux articles et de prévoir également dans l'article 28, la même contre-indication sur les efforts fournis par le condamné pour indemniser les parties civiles. Il n'y a en effet aucune raison de faire une différence à ce sujet entre les peines de plus de trois ans et de moins de 3 ans, le problème résidant dans le fait que l'on ne disposera plus d'aucune garantie d'indemnisation des parties civiles lorsque ces personnes seront à l'étranger et qu'il faut donc faire le nécessaire pendant qu'ils sont en détention ici.

voorwaarden in één of andere zin te wijzigen voor het bekomen van zijn penitentiair verlof. Het is belangrijk dat het wetsontwerp een soepele aanpassing mogelijk maakt van de voorwaarden in functie van de evolutie van de situatie van de veroordeelde.

Meerdere amendementen werden aanvaard met name voor de artikelen 14, 19 en andere ten einde eraan toe te voegen dat — tijdens een penitentiair verlof of een uitgaanspermissie of nog tijdens een voorwaardelijke invrijheidsstelling — de veroordeelde uiteraard niet enkel de fysieke integriteit van een derde in gevaar mag brengen maar ook de psychologische integriteit van deze derde niet in gevaar mag brengen. Hiermee wil men met name toestanden van stalken vermijden of van bedreigingen die de dader op derde personen zou kunnen uiten.

Meerdere amendementen strekken er eveneens toe te verduidelijken dat de bepalingen voor de voorlopige invrijheidsstelling met het oog op de verwijdering van het grondgebied ook van toepassing zijn op de personen tegen wie een beslissing van uitwijzing werd genomen of tegen wie een Europees aanhoudingsbevel werd uitgevaardigd. Het woord « later » dat in verschillende artikelen van het wetsontwerp werd bijgevoegd verwijst dus naar het precieze moment waarop de persoon wordt overgedragen aan de verzoekende Staat in het kader van de uitwijzingsprocedure of van het Europees aanhoudingsbevel. Door deze twee denkbeeldige gevallen in te lassen wilde men de tekst verduidelijken door alle mogelijke bepalingen ter zake te hernemen wat voorheen niet het geval was.

Er werd tevens een amendement aanvaard op artikel 28. Het ging over het harmoniseren van § 2 van dit artikel met dezelfde paragraaf van artikel 47. Deze artikelen behandelen beiden de voorlopige invrijheidsstelling met het oog op de verwijdering van het grondgebied, het eerste voor straffen van minder dan drie jaar en het tweede voor straffen van meer dan drie jaar. Artikel 40 hernam met name het feit dat de tegenaanwijzingen voor elke vorm van voorwaardelijke invrijheidsstelling voor deze categorie van veroordeelden met name verband hield met de inspanningen die tijdens hun detentie door deze veroordeelden waren geleverd om de burgerlijke slachtoffers te vergoeden. Het was dus belangrijk beide artikelen met mekaar te harmoniseren en in artikel 38 dezelfde tegenaanwijzing eveneens te voorzien op de inspanningen die door de veroordeelde werden geleverd om de burgerlijke partijen te vergoeden. Er is inderdaad geen enkele reden om een verschil te maken in dit verband tussen de straffen van meer dan drie jaar en die van minder dan drie jaar, aangezien het probleem schuilt in het feit dat men over geen enkele garantie meer zal beschikken om de burgerlijke partijen te vergoeden wanneer deze personen in het buitenland zullen zijn en men dus het nodige moet doen op het moment dat zij hier opgesloten zijn.

Aux articles 28 et 40 qui traitent des contre-indications générales qui doivent être envisagées avant toute libération anticipée, on a ajouté une contre-indication sur l'attitude du condamné à l'égard de la victime des infractions qui ont entraîné la condamnation. Par ces amendements, on prend mieux en considération l'attitude générale des auteurs à l'égard de leurs victimes pendant la détention. Il faut rappeler ici qu'un des axes de la détention doit être une attention constante au processus de réparation et l'adoption par le condamné d'une attitude restauratrice à l'égard de sa victime en constitue désormais un des éléments fondamentaux.

Un autre amendement adopté à l'article 44 a permis également une clarification du texte. Dans la version précédente, le détenu qui avait été condamné à une peine de moins de trois ans et qui bénéficiait d'une mesure de surveillance électronique ou d'une détention limitée pouvait être libéré très rapidement par le juge de l'application des peines. Afin de garder un équilibre et une cohérence nécessaire dans l'ensemble du projet de loi, il nous est apparu indispensable de préciser que le condamné à une peine de moins de trois ans qui bénéficie d'une surveillance électronique ou d'une détention limitée peut certes bénéficier d'une libération anticipée mais à condition d'avoir accompli au minimum un tiers de sa peine.

Un autre amendement a été adopté pour harmoniser les articles 40 et 56. L'article 40 prévoyait effectivement que le juge de l'application des peines pouvait soumettre le condamné à des conditions particulières si celles-ci s'avéraient nécessaires pour limiter le risque de récidive ou dans l'intérêt de la victime. Cet article 40 ne concerne que les peines de moins de trois ans. L'article 56 prévoyait également que le tribunal de l'application des peines — on se trouve ici dans le cas de figure des peines de plus de trois ans — pouvait imposer des conditions particulières si elles s'avéraient nécessaires pour limiter le risque de récidive. On a donc décidé d'y ajouter le fait que le tribunal de l'application des peines pourra aussi imposer des conditions particulières si celles-ci sont absolument nécessaires dans l'intérêt des victimes. Il n'y avait pas de raison non plus de faire une différence entre les peines de plus ou de moins de trois ans à ce sujet.

L'article 63 a également été modifié pour permettre l'établissement d'une procédure pour les petits changements de conditions dans les différentes modalités d'exécution des peines. Cet article prévoyait que le juge ou le tribunal de l'application des peines pouvait préciser ou adapter les conditions aux circonstances et ne vise que les modifications mineures prévues en dehors de la procédure « normale » de révision, de

Bij de artikelen 28 en 40 die de algemene tegenaanwijzingen behandelen die moeten worden overwogen voor iedere vervroegde vrijlating voegde men een tegenaanwijzing toe op de houding van de veroordeelde ten aanzien van het slachtoffer van de strafbare feiten die tot de veroordeling geleid hebben. Voor deze amendementen is het beter de algemene houding in overweging te nemen van de daders tegenover hun slachtoffers tijdens de opsluiting. Men moet hier wijzen op het feit dat één van de hoofdlijnen van de opsluiting bestaat uit een constante aandacht voor het herstelproces, en het aannemen door de veroordeelde van een herstelgerichte houding ten aanzien van zijn slachtoffer is voortaan één van de fundamentele elementen.

Een ander amendement dat op artikel 44 werd aangenomen maakte een verduidelijking van de tekst mogelijk. In de vorige versie kon de gedetineerde die veroordeeld was tot een straf van minder dan drie jaar en die genoot van een maatregel van elektronisch toezicht of van een beperkte opsluiting zeer snel vrijgelaten worden door de rechter van de strafuitvoeringsrechtbank. Ten einde een evenwicht en de nodige coherentie over het geheel van het wetsontwerp te behouden, leek het ons onontbeerlijk te verduidelijken dat de veroordeelde tot een straf van minder dan drie jaar die geniet van elektronisch toezicht of van een beperkte opsluiting zeker kan genieten van een vervroegde invrijheidsstelling doch op voorwaarde dat hij minstens één derde van zijn straf heeft uitgezeten.

Een ander amendement werd aangenomen ter harmonisering van de artikelen 40 en 56. Artikel 40 voorzag inderdaad dat de strafuitvoeringsrechter de veroordeelde kon onderwerpen aan bijzondere voorwaarden wanneer deze noodzakelijk bleken om het risico van recidive te beperken of in het belang van het slachtoffer. Dit artikel 40 heeft slechts betrekking op straffen van minder dan drie jaar. Artikel 56 voorzag er ook in dat de strafuitvoeringsrechtbank — in onderhavig geval voor straffen van meer dan drie jaar — bijzonderheden kon opleggen als deze noodzakelijk bleken ten einde het risico van recidive te beperken. Er werd dus beslist eraan toe te voegen dat de strafuitvoeringsrechtbank eveneens bijzonderheden kan opleggen wanneer deze absoluut noodzakelijk zijn in het belang van de slachtoffers. Ook hier was er geen reden om in dit verband een onderscheid te maken tussen straffen van meer of minder dan drie jaar.

Ook artikel 63 werd gewijzigd om de invoering mogelijk te maken van een procedure voor kleine wijzigingen van de voorwaarden in de verschillende strafuitvoeringsmodaliteiten. Dit artikel voorzag dat de strafuitvoeringsrechter of -rechtbank de voorwaarden kon preciseren of aanpassen aan de omstandigheden en dat het artikel slechts ondergeschikte wijzigingen beoogt die voorzien zijn buiten de « normale »

suspension ou de révocation. Malgré le fait qu'il ne s'agit pas de modifications très importantes (une modification d'horaire par exemple pour la surveillance électronique), il était tout de même indispensable de prévoir une procédure pour ces modifications, ce qui a été fait dans le cadre de l'amendement proposé.

Un autre amendement a visé les articles 65 et 66 sur la révocation et la suspension de la mesure octroyée. À partir du moment où il n'y a pas de pourvoi en cassation possible pour ces deux matières, il était important de préciser dans le texte afin d'éviter toute ambiguïté à ce sujet qu'en cas de suspension ou de révocation, le condamné est immédiatement réincarcéré.

On se rappellera qu'au départ, il y avait trois projets de loi : le premier sur le statut externe, le second sur le tribunal de l'application des peines et le troisième sur des modifications qui devaient intervenir dans différentes législations. Il a semblé plus cohérent pour notre arsenal législatif de ne pas multiplier les textes mais de reprendre les articles de l'ancien projet de loi sur les modifications à apporter à la loi sur la libération conditionnelle dans le projet de loi sur le statut externe et les droits reconnus aux victimes. C'est le sens des nouveaux articles 100 et 101 qui reprennent le texte du troisième projet de loi en lui donnant une connotation plus générale qui oblige le juge qui prononce une peine privative de liberté à informer les parties de l'exécution de cette peine, et des éventuelles modalités d'exécution de la peine (sans toutefois entrer trop dans les détails de l'exécution de la peine elle-même, ce qui était le sens d'un autre amendement qui n'a pas été retenu parce que pratiquement impossible à faire pour le juge à ce moment-là). Le juge doit informer également la partie civile des possibilités d'être entendue dans le cadre de l'exécution des peines au sujet des conditions qui la concernent.

Voici en résumé les différents changements qui ont été apportés au texte qui avait été voté par le Sénat. Ces changements portent sur des problèmes d'harmonisation, de clarification, de simplification et nombre d'entre eux concernent l'amélioration du statut des victimes dans le cadre de l'exécution de la peine. Ces amendements adoptés justifient ainsi entièrement le nouvel intitulé qui a été adopté pour ce projet de loi. La ministre ne doute pas qu'il sera soutenu par le Sénat.

III. DISCUSSION GÉNÉRALE

M. Mahoux se dit sensible à la modification de l'intitulé du projet de loi, de sorte que se trouve mise en évidence l'importance que l'on accorde à la victime,

procedure voor herroeping, schorsing of herziening. Ondanks het feit dat het niet gaat om zeer belangrijke wijzigingen (bijvoorbeeld een wijziging in het tijdschema voor het elektronisch toezicht), was het toch noodzakelijk in een procedure te voorzien voor deze wijzigingen in het kader van het voorgestelde amendement.

Een ander amendement beoogt de artikelen 65 en 66 over de herroeping en de schorsing van de toegekende maatregel. Wanneer er voor deze twee materies geen voorziening in cassatie mogelijk is, is het belangrijk in de tekst duidelijk te stellen dat, om alle dubbelzinnigheid in dit verband te vermijden, in geval van schorsing of van herroeping, de veroordeelde onmiddellijk opnieuw wordt opgesloten.

Men zal zich herinneren dat er bij de aanvang drie wetsontwerpen waren: het eerste over de externe rechtspositie, het tweede over de strafuitvoeringsrechtbank en het derde over de wijzigingen die in de verschillende wetgevingen moesten gebeuren. Het leek voor ons wetgevend arsenaal logischer de teksten niet te verveelvoudigen maar de artikelen te hernemen van het vroegere wetsontwerp voor de wijzigingen die moeten worden aangebracht aan het wetsontwerp op de externe rechtspositie en de aan de slachtoffers toegekende rechten. Dit is de zin van de nieuwe artikelen 100 en 101 die de tekst hernemen van het derde wetsontwerp door er een meer algemene connotatie aan te geven die de rechter die een vrijheidsstraf uitspreekt ertoe verplicht de partijen te informeren over de strafuitvoering en over de eventuele strafuitvoeringsmodaliteiten (zonder evenwel al te zeer in detail te treden over de strafuitvoering zelf, wat de zin was van een ander amendement dat niet weerhouden werd omdat het praktisch onmogelijk was voor de rechter op dat ogenblik). De rechter moet ook de burgerlijke partij inlichten over de mogelijkheden om te worden gehoord in het kader van de strafuitvoering voor de voorwaarden die deze betreffen.

Tot daar de samenvatting van de verschillende wijzigingen die werden aangebracht aan de door de Senaat gestemde tekst. Deze wijzigingen hebben betrekking op de problemen over harmonisering, verduidelijking, vereenvoudiging en een aantal onder hen betreffen de verbetering van de rechtspositie van de slachtoffers in het kader van de strafuitvoering. Deze aangenomen amendementen verantwoorden helemaal de nieuwe titel die gegeven werd aan het ontwerp waarvan de minister overtuigd is dat het in de Senaat zal worden gesteund.

III. ALGEMENE BESPREKING

De heer Mahoux kan zich vinden in de wijziging van het opschrift van het wetsontwerp omdat nu beter tot uiting komt welke belangrijke plaats het wil

y compris dans cette partie du processus judiciaire, et sans pour autant la faire intervenir directement dans la décision. Certains revendiquent une telle intervention, en particulier lorsque l'actualité met à l'avant-plan des faits d'une spéciale gravité.

L'intervenant reste cependant persuadé que la justice doit avant tout faire œuvre de médiation, et ce durant toute la procédure.

Mme Nyssens constate que, dans des projets comme celui à l'examen, la double lecture inhérente au système bicaméral offre incontestablement une plus-value et contribue à l'amélioration du texte. En ce qui concerne les victimes, les modifications proposées lors de la discussion par le Sénat avaient rencontré une certaine résistance. L'intervenante se réjouit que la Chambre ait poursuivi la réflexion sur ce point.

D'autres amendements plus techniques s'inspirent de remarques formulées par le Conseil d'État. Là aussi, l'intervenante se réjouit que le temps consacré à l'examen du projet ait permis de telles améliorations.

Elle demande si le texte voté au Sénat et celui adopté par la Chambre ont fait l'objet de réactions auprès du département de la part des acteurs de terrain. Ceux-ci sont-ils informés de l'évolution du texte ?

Pour sa part, l'oratrice a enregistré peu de réactions de ce type.

Enfin, étant donné que l'on a supprimé le pouvoir du ministre de décider de libérations en cas de surpopulation carcérale, que peut-il encore faire ?

Les circulaires actuelles restent-elles en vigueur ?

Mme de T' Serclaes se réjouit également des avancées obtenues à la Chambre en ce qui concerne les victimes, après le débat mené à ce sujet au Sénat. L'équilibre recherché entre droit des victimes et réinsertion des personnes condamnées s'en trouve amélioré.

L'intervenante aimerait savoir quand les nouvelles instances pourront être mises en place concrètement, et prendre le relais des commissions actuelles.

Il semble en effet que les informations diffusées dans les médias à ce sujet témoignent d'une certaine confusion.

Réponses de la ministre

En ce qui concerne les réactions des acteurs de terrain, la ministre répond que ceux-ci expriment leur

toekennen aan het slachtoffer, ook in deze fase van de rechtspleging, zonder dat het slachtoffer daarom rechtstreeks meewerkt aan het totstandkomen van de beslissing. Sommigen zouden dat willen vooral wanneer er zeer ernstige feiten in het nieuws komen.

Spreekster blijft er evenwel van overtuigd dat het gerecht in de eerste plaats een bemiddelende rol moet spelen en dat tijdens de hele procedure.

Mevrouw Nyssens stelt vast dat de dubbele lezing, inherent aan het tweekamersysteem, voor ontwerpen als dit een onweerlegbare meerwaarde biedt en bijdraagt tot de verbetering van de tekst. De voorgestelde wijzigingen met betrekking tot de slachtoffers hadden tijdens de besprekingen in de Senaat een zekere weerstand opgeroepen. Spreekster verheugt zich erover dat de Kamer de discussie hierover heeft voortgezet.

Andere, meer technische amendementen zijn ingegeven door de opmerkingen van de Raad van State. Ook hier verheugt spreekster zich erover dat voldoende tijd is besteed aan het onderzoek van het ontwerp om dergelijke verbeteringen mogelijk te maken.

Zij vraagt of de in de Senaat en de in de Kamer goedgekeurde teksten hebben geleid tot reacties bij het departement vanwege de beroepsmensen. Worden zij op de hoogte gehouden van de evolutie van de tekst ?

Spreekster heeft weinig van dat soort reacties gekregen.

Tot slot wil zij weten wat de minister nog kan doen nu haar bevoegdheid om alleen te beslissen over vrijlatingen ingeval van overbevolking van de gevangenissen is opgeheven.

Blijven de bestaande omzendbrieven van kracht ?

Ook mevrouw de T' Serclaes verheugt zich over de vooruitgang die met betrekking tot de slachtoffers is geboekt in de Kamer, na het in de Senaat gevoerde debat hierover. Het gezochte evenwicht tussen de rechten van de slachtoffers en de reïntegratie van de veroordeelden komt hierdoor dichterbij.

Spreekster wil vernemen wanneer de nieuwe instanties concreet kunnen worden opgericht en de fakkel kunnen overnemen van de bestaande commissies.

Uit de informatie die door de media wordt verspreid, blijkt dat hierover verwarring bestaat.

Antwoorden van de minister

Met betrekking tot de reacties van de praktici, antwoordt de minister dat zij tevreden zijn dat de

satisfaction que la matière soit enfin réglée, non plus par des circulaires ministérielles, mais par une loi. Mais une crainte existe aussi, pour les maisons de justice et l'administration pénitentiaire, d'une augmentation de la charge de travail.

Celle-ci découlera inévitablement de ce qui a été prévu pour les assistants de justice en faveur des victimes. De même, un travail supplémentaire sera demandé aux services psycho-sociaux au sein des prisons, et aux directeurs des prisons.

Un groupe de travail a été constitué au sein du SPF Justice pour évaluer cette charge de travail et engager les personnes nécessaires, notamment un nombre assez important d'assistants de justice.

En ce qui concerne la surpopulation carcérale, le choix a été fait de ne plus pouvoir libérer de manière collective. Chacun constate cependant avec inquiétude que l'on s'achemine vers le chiffre de 10 000 détenus.

Le projet de loi prévoit que les juges de l'application des peines peuvent transformer certaines de celles-ci en peines de travail. Il faut espérer qu'ils useront au maximum de cette possibilité.

Quant à la mise en œuvre concrète du projet, une série d'arrêtés royaux doivent être pris, et sont en cours de préparation.

Des magistrats et des assesseurs doivent être engagés.

Avant de pouvoir postuler, tant les magistrats du siège que ceux du ministère public doivent recevoir une formation. Le programme de cette formation sera défini prochainement, en y incluant des éléments de victimologie — point qui a fait l'objet de larges discussions à la Chambre —, de criminologie, d'exécution des peines, etc.

Le processus sera également lancé dès que possible pour le recrutement d'assesseurs.

Sur le plan budgétaire, il est prévu que les commissions de libération conditionnelle puissent continuer à fonctionner jusqu'au moment où le tribunal de l'application des peines entrera en vigueur.

Les lois entreront en vigueur de manière progressive, avec une limite ultime de 24 mois.

La première étape, dont on espère qu'elle pourra démarrer au tout début de l'année prochaine, sera de transformer l'actuelle commission de libération conditionnelle, et de faire entrer en vigueur le tribunal de l'application des peines, pour les peines de plus de 3 ans.

Pour les peines de moins de 3 ans, ce qui représente la majorité des dossiers, les dispositions nouvelles ne pourront entrer en vigueur en même temps. Une série de magistrats devront au préalable être engagés.

materie eindelijk wordt geregeld, niet meer door ministeriële omzendbrieven maar door een wet. De justitiehuzen en de penitentiaire diensten vrezen evenwel voor een toename van de werklast.

De nieuwe maatregelen ten voordele van de slachtoffers zullen onvermijdelijk meer werk meebrengen voor de justitieassistenten. Ook de psychosociale diensten in de gevangnissen en de gevangenisdirecteurs zullen er werk bij krijgen.

In de FOD Justitie is een werkgroep opgericht die de extra werklast moet evalueren en de nodige personen moet aanwerven vooral dan een aanzienlijk aantal justitieassistenten.

Met betrekking tot de overbevolking van de gevangnissen is ervoor gekozen om niet over te gaan tot collectieve vrijlatingen. Toch wekt het naderende aantal van 10 000 gevangenen bezorgdheid op.

Het wetsontwerp bepaalt dat de strafuitvoeringsrechters bepaalde straffen in werkstraffen kunnen omzetten. Hopelijk zullen zij deze mogelijkheid zoveel mogelijk benutten.

Voor de concrete tenuitvoerlegging van het ontwerp moeten een aantal koninklijke besluiten worden genomen die momenteel worden voorbereid.

Er moeten magistraten en assessoren worden aangeworven.

Om te kunnen solliciteren moeten zowel de zittende magistraten als die van het openbaar ministerie een opleiding achter de rug hebben. Het programma van deze opleiding zal binnenkort vastgesteld worden, en zal aspecten bevatten inzake victimologie — een punt dat in de Kamer omstandig besproken werd —, criminologie, strafuitvoering, enz.

De procedure voor de werving van assessoren zal ook zo spoedig mogelijk opgestart worden.

Op budgettair vlak is overeengekomen dat de commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling moeten kunnen blijven werken tot de inwerkingtreding van de strafuitvoeringsrechtbank er komt.

De wetten zullen geleidelijk aan in werking treden, binnen een termijn van maximaal 24 maanden.

De eerste stap, die hopelijk begin volgend jaar kan plaatsvinden, wordt de omvorming van de huidige commissie voor de voorwaardelijke invrijheidstelling en het opstarten van de strafuitvoeringsrechtbank voor straffen van meer dan drie jaar.

Voor straffen van minder dan drie jaar, de meerderheid van de dossiers dus, kunnen de nieuwe bepalingen niet op hetzelfde ogenblik in werking treden. Eerst moeten een aantal magistraten aange-

Aujourd'hui, ces libérations sont essentiellement le fait des directeurs de prisons.

Mme de T' Serclaes demande où en est la réflexion sur l'application de la loi sur la détention préventive.

La ministre répond qu'une réflexion approfondie est actuellement menée avec des juges d'instruction et avec l'ensemble des maisons de justice, pour développer les alternatives à la détention préventive. Ce travail a abouti à la détermination d'une nouvelle manière de travailler, et de nouvelles structures de concertation avec les autorités mandantes. On a également demandé au collège des procureurs généraux de se pencher sur la question des alternatives à la détention préventive. Il faut rappeler par ailleurs que la loi sur la détention préventive a également été modifiée.

Mme de T' Serclaes fait observer que, dans les faits, cette modification ne produit pas les effets escomptés. On continue à maintenir en prison, pour les besoins de l'enquête, des personnes qui ne devraient manifestement plus s'y trouver.

La ministre répond que le travail de sensibilisation des magistrats doit effectivement être poursuivi. Il est en outre trop tôt pour apprécier les effets de la dernière modification législative.

Quant aux circulaires évoquées par Mme Nyssens, elles disparaîtront lorsque la loi nouvelle sera intégralement en vigueur. Ce sera le juge ou le tribunal de l'application des peines qui décidera pour tous les détenus.

IV. DISCUSSION DES ARTICLES

Article 1^{er}

Cet article n'appelle pas d'observations.

Articles 2 à 7

Les corrections techniques apportées par la Chambre à ces articles n'appellent pas d'observations.

Articles 8

La ministre indique que cet article a été modifié, pour prévoir la possibilité de recourir à une enquête sociale ou à un rapport d'information succinct.

worven worden. Thans zijn deze invrijheidstellingen vooral het werk van gevangenisdirecteurs.

Mevrouw de T' Serclaes vraagt hoe ver men staat met de voorbereiding van de uitvoering van de wet op de voorlopige hechtenis.

De minister antwoordt dat momenteel een diepgaande reflectie aan de gang is met de onderzoeksrechters en alle justitiehuizen om alternatieven uit te werken voor de voorlopige hechtenis. Dat heeft geleid tot het bepalen van een nieuwe werkmethode en nieuwe overlegstructuren met de opdrachtgevende overheden. Men heeft ook het college van procureurs-generaal gevraagd zich te buigen over alternatieven voor de voorlopige hechtenis. Zij herinnert eraan dat de wet daarop bovendien gewijzigd werd.

Mevrouw de T' Serclaes merkt op dat deze wijzigingen in de feiten niet het verwachte resultaat opleveren. In het belang van het onderzoek blijft men mensen opsluiten die kennelijk niet in de gevangenis horen.

De minister antwoordt dat er inderdaad nog meer inspanningen nodig zijn om de magistraten bewust te maken van de nieuwe regeling. Bovendien is het nog te vroeg om de resultaten van de jongste wetswijziging te evalueren.

Wat betreft de omzendbrieven waarover mevrouw Nyssens sprak, zij zullen verdwijnen zodra de nieuwe wet volledig in werking is getreden. Het zal dan de strafuitvoeringsrechter of -rechtbank zijn die voor alle gedetineerden zal beslissen.

IV. BESPREKING VAN DE ARTIKELEN

Artikel 1

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

Artikelen 2 tot en met 7

De technische verbeteringen die de Kamer in deze artikelen heeft aangebracht, geven geen aanleiding tot commentaar.

Artikel 8

De minister wijst erop dat dit artikel gewijzigd werd om te voorzien in de mogelijkheid om een maatschappelijke enquête of een beknopt voorlichtingsrapport op te stellen.

Cela se fait déjà aujourd'hui, mais sans véritable base légale. Ceal ne représentera donc pas une augmentation de la charge de travail.

Article 9

Le texte original prévoyait la possibilité de condamner le ministre à communiquer un avis qui n'existait pas. Le texte a donc été rectifié sur ce point.

Article 10

Les corrections techniques apportées par la Chambre à cet article n'appellent pas d'observations.

Article 11

Le § 2 de cet article, qui concerne le renouvellement de plein droit du congé pénitentiaire, a été modifié par l'ajout des termes « sauf décision contraire du ministre ou de son délégué ». Cette décision ne peut être fondée que sur le non-respect des conditions.

Un § 4 a été ajouté, pour prévoir la possibilité de modifier une des conditions, même en cas de respect de celles-ci.

Articles 12 et 13

Les modifications techniques apportées par la Chambre à ces articles n'appellent pas d'observations.

Article 14

À cet article, les mots « *ou psychique* » ont été ajoutés après les mots « l'intégrité physique ». La même modification a été apportée à plusieurs articles.

Mme de T' Serclaes fait remarquer que le concept d'intégrité psychique est très flou.

M. Mahoux estime que la notion de perte de l'intégrité psychique n'a guère de sens, contrairement à une diminution de l'intégrité physique, qui peut se concrétiser sur le plan anatomique, moteur, etc.

De plus, chaque fois qu'un texte fait référence à l'intégrité « physique ou psychique », c'est comme si l'on faisait une différence par rapport à l'intégrité non autrement précisée.

Dat gebeurt vandaag al, maar zonder werkelijke wettelijke grondslag. Het zal dus geen bijkomende werklust opleveren.

Artikel 9

De oorspronkelijke tekst verplichtte de minister een advies mede te delen dat niet bestond. De tekst is op dat punt dus rechtgezet.

Artikel 10

De technische verbeteringen die de Kamer in dit artikel heeft aangebracht, geven geen aanleiding tot opmerkingen.

Artikel 11

Paragraaf 2 van dit artikel, betreffende het vernieuwen van rechtswege van het penitentiair verlof, is aangevuld met de woorden « Behoudens andersluidende beslissing van de minister of zijn gemachtigde ». Deze beslissing kan alleen gegrond zijn op het niet-naleven van de voorwaarden.

Er is een § 4 toegevoegd, waarmee het mogelijk wordt een van de voorwaarden te wijzigen, ook als zij vervuld is.

Artikelen 12 en 13

De technische verbeteringen die de Kamer in dit artikel heeft aangebracht, geven geen aanleiding tot opmerkingen.

Artikel 14

In dit artikel werden de woorden « of psychische » ingevoegd na de woorden « de fysieke ». Dezelfde wijziging werd ook in andere artikelen aangebracht.

Mevrouw de T' Serclaes merkt op dat het begrip psychische integriteit erg vaag klinkt.

De heer Mahoux meent dat het begrip schade voor de psychische integriteit weinig zin heeft, in tegenstelling tot de schade aan de fysieke integriteit, die een concrete vorm kan aannemen op bijvoorbeeld anatomisch of motorisch vlak.

Telkens wanneer een tekst daarenboven naar de « fysieke of psychische » integriteit verwijst, lijkt het bovendien alsof men een onderscheid wil maken met de integriteit die niet anderszins bepaald wordt.

Or, celui qui porte atteinte à l'« intégrité psychique » est passible de coups et blessures volontaires. En effet, les blessures de type moral sont assimilées à des blessures physiques.

Il serait donc préférable d'utiliser une formule générale.

La ministre répond que cette discussion a été menée à la Chambre, qui a voulu insister sur la connotation de harcèlement.

Articles 15 et 16

Les corrections techniques apportées par la Chambre à ces articles n'appellent pas d'observations.

Article 17

Il est renvoyé à la correction apportée à l'article 8, et qui concerne ici l'interruption de la peine.

L'interruption de peine n'existait pas auparavant. Elle est désormais possible pour des raisons familiales très graves. Il importe qu'il y ait une enquête du service des maisons de justice pour vérifier ces raisons.

Articles 18 à 25

Les modifications techniques apportées par la Chambre à ces articles n'appellent pas d'observations.

Article 26

La ministre indique que cet article concerne l'extradition et le mandat d'arrêt européen.

Si l'on sait qu'une personne va être extradée, pourquoi ne pourrait-elle bénéficier d'une mesure de libération anticipée, qui consistera pour elle à quitter la Belgique et à être mise aux frontières d'un autre pays ?

Article 27

Les modifications techniques apportées par la Chambre à cet article n'appellent pas d'observations.

Article 28

M. Mahoux estime que la nuance opérée entre le 3^o et le 4^o du § 1^{er} est assez subtile.

Wie de « psychische integriteit » aantast, maakt zich schuldig aan opzettelijke slagen en verwondingen. Iemand moreel kwetsen staat gelijk met iemand fysiek kwetsen.

Er kan dus beter een algemene formulering worden gebruikt.

De minister antwoordt dat deze discussie in de Kamer reeds gevoerd is, waar men de connotatie van stalking wenste te benadrukken.

Artikelen 15 en 16

Over de technische correcties die de Kamer heeft aangebracht, worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 17

Er wordt verwezen naar de verbetering in artikel 8, die hier de onderbreking van de strafuitvoering betreft.

Voordien bestond de strafonderbreking niet. Nu bestaat die mogelijkheid wel, om ernstige familiale redenen. De dienst justitiehuisen moet wel een onderzoek uitvoeren naar die redenen.

Artikelen 18 tot 25

Over de technische correcties die de Kamer heeft aangebracht, worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 26

De minister wijst erop dat dit artikel gaat over de uitwijzing en het Europees aanhoudingsbevel.

Als men weet dat iemand zal worden uitgeleverd, waarom kan die persoon dan niet vervroegd worden vrijgelaten, wat er in dat geval in bestaat dat hij België moet verlaten en naar de grens van een ander land wordt gebracht ?

Artikel 27

Over de technische correcties die de Kamer heeft aangebracht, worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 28

Volgens de heer Mahoux bestaat er slechts een kleine nuance tussen het 3^o en 4^o van § 1.

Si l'on peut supposer que le 3^o vise une possible voie de fait, «l'attitude du condamné» visée au 4^o mériterait davantage de précisions. Vise-t-on l'interprétation de l'attitude générale du condamné, le regret qu'il exprime ou non, ... ?

La ministre rappelle que, depuis la loi de principes, la détention est axée sur la réparation.

On vise l'attitude du condamné pendant la détention à l'égard de la victime: a-t-il essayé de prendre contact, a-t-il travaillé en prison ou pris d'autres dispositions pour tenter de commencer à l'indemniser ... ?

M. Mahoux déclare que, s'il s'agit uniquement de cela, on aurait pu l'expliquer dans le texte. Y a-t-il d'autres exemples «d'attitude» visés par cet article ?

La ministre rappelle que, depuis 2005, la loi permet la médiation à tous les stades de la procédure pénale, et notamment au stade de l'exécution des peines.

Si la victime entame une telle démarche, l'auteur va-t-il accepter d'entrer dans ce processus, qui ne vise plus une réparation financière, mais une réparation sous forme de contacts? Les expériences étrangères en la matière, notamment au Québec, fonctionnent très bien, même pour des faits d'une particulière gravité.

M. Mahoux conclut que l'on vise une attitude volontariste par rapport à ce qui est proposé en matière de réparation, que ce soit sur le plan financier ou moral.

Un condamné qui ne répondrait pas aux sollicitations qui lui sont faites pourrait courir le risque d'une non-libération.

La ministre confirme qu'il pourrait s'agir d'un élément d'appréciation.

On sait cependant aussi que certains délinquants peuvent exprimer des regrets qu'ils n'éprouvent pas, et se livrer à une véritable instrumentalisation de la victime.

Les magistrats connaissent ce risque.

Articles 29 et 30

Les modifications techniques apportées par la Chambre à ces articles n'appellent pas d'observations.

Article 31

La modification apportée au § 5 est la même que celle apportée à l'article 9.

Het 3^o betreft wellicht nog een feitelijkheid, maar de «houding van de veroordeelde» uit het 4^o moet toch nog worden verduidelijkt. Wordt hier de algemene houding van de veroordeelde bedoeld, het feit of hij al hij al dan niet zijn spijt heeft betuigd, ... ?

De minister herhaalt dat detentie sedert de beginselenwet gericht is op herstel.

Er wordt bedoeld op de houding van de veroordeling jegens het slachtoffer tijdens zijn opsluiting: heeft hij getracht contact op te nemen, heeft hij in de gevangenis gewerkt of andere maatregelen getroffen om te trachten het slachtoffer te vergoeden, ... ?

Als het daarop neerkomt had dit volgens de heer Mahoux kunnen worden verduidelijkt in de tekst. Zijn er nog andere voorbeelden van een «houding» die in dit artikel wordt bedoeld ?

De minister wijst erop dat sedert 2005 de wet bemiddeling mogelijk maakt in alle stadia van de strafprocedure, en met name bij de strafuitvoering.

Als het slachtoffer die stap zet, zal de dader dan meegaan in een procedure die niet langer gericht is op een financiële schadeloosstelling, maar op herstel door middel van contact? De buitenlandse voorbeelden, met name uit Quebec, blijken goed te werken, zelfs voor bijzonder ernstige feiten.

De heer Mahoux besluit dat een voluntaristische houding wordt nagestreefd inzake herstel, zowel financieel als moreel.

Een veroordeelde die niet gunstig reageert op de verzoeken die hij krijgt, loopt het risico niet te worden vrijgelaten.

De minister bevestigt dat dit mee kan spelen bij de beoordeling.

Sommige delinquenten kunnen echter spijt betuigen zonder dat echt te menen, en zo het slachtoffer instrumentaliseren.

De magistraten beseffen dat dit risico bestaat.

Artikelen 29 en 30

Over de technische correcties die de Kamer heeft aangebracht, worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 31

De wijziging in § 5 is dezelfde als die in artikel 9.

Articles 32 à 43

Les modifications techniques apportées par la Chambre à ces articles n'appellent pas d'observations.

Article 44

Mme de T' Serclaes demande si l'exigence, figurant au § 1^{er}, d'atteindre au minimum un tiers de la peine n'est pas contradictoire avec la durée maximum de 6 mois fixée par la même disposition.

La ministre répond que ce paragraphe doit être lu conjointement avec le § 5, qui prévoit qu'à l'expiration de la période fixée conformément aux §§ 1^{er} et 2, le condamné est remis en liberté et subit un délai d'épreuve pour la partie des peines privatives de liberté qu'il doit encore subir.

Articles 45 et 46

Les modifications techniques apportées par la Chambre à ces articles n'appellent pas d'observations.

Article 47

Il est renvoyé à la discussion de l'article 28.

Articles 48 à 55

Les modifications techniques apportées par la Chambre à ces articles n'appellent pas d'observations.

Article 56

La ministre indique que la modification réside dans l'ajout des mots «ou qui s'avèrent nécessaires dans l'intérêt des victimes».

Ceci était déjà prévu à l'article 40 pour les peines de moins de 3 ans, mais ne l'était pas pour les peines de plus de 3 ans.

Articles 57 à 64

Les modifications apportées par la Chambre à ces articles n'appellent pas d'observations.

Artikelen 32 tot 43

Over de technische correcties die de Kamer heeft aangebracht, worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 44

Mevrouw de T' Serclaes vraagt of de vereiste in § 1 dat de termijn ten minste een derde van de straf moet bedragen niet in tegenspraak is met de maximumduur van zes maanden die in dezelfde bepaling wordt vastgelegd.

De minister antwoordt dat deze paragraaf samen moet worden gelezen met § 5, die bepaalt dat na het verstrijken van de overeenkomstig §§ 1 en 2 bepaalde termijn, de veroordeelde in vrijheid wordt gesteld en een proeftijd ondergaat voor het gedeelte van de vrijheidsstraf dat hij nog moet ondergaan.

Artikelen 45 en 46

Over de technische correcties die de Kamer heeft aangebracht, worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 47

Er wordt verwezen naar de bespreking over artikel 28.

Artikelen 48 tot 55

Over de technische correcties die de Kamer heeft aangebracht, worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 56

De minister wijst erop dat de wijziging zit in de toevoeging van de woorden «dan wel noodzakelijk blijken in het belang van de slachtoffers».

Voor straffen korter dan drie jaar was dat reeds zo bepaald in artikel 40, maar voor langere straffen was dat nog niet het geval.

Artikelen 57 tot 64

Over de correcties die de Kamer heeft aangebracht, worden geen opmerkingen gemaakt.

Articles 65 et 66

On a ajouté, dans ces deux articles, le fait qu'en cas de révocation ou de suspension, le condamné est immédiatement réincarcéré. En effet, il n'y a pas de pourvoi possible.

Article 67

Les modifications apportées par la Chambre à cet article n'appellent pas d'observations.

Article 68

La ministre indique que, dans cet article, on a ajouté une disposition prévoyant que, s'il s'agit du non-respect des conditions qui ont été imposées dans l'intérêt de la victime, celle-ci est entendue.

Articles 69 à 98

Les modifications apportées par la Chambre à ces articles n'appellent pas d'observations.

Articles 99 à 101

La ministre indique que l'article 101 est un article nouveau, qui complète l'art. 195 CIC par ce qui suit : *« Si le juge prononce une peine privative de liberté effective, il informe les parties de l'exécution de cette peine privative de liberté et des éventuelles modalités d'exécution de la peine. »*

Il informe également la partie civile des possibilités d'être entendue dans le cadre de l'exécution de la peine au sujet des conditions qui doivent être imposées dans l'intérêt de la partie civile. »

Les parties seront donc informées qu'elles pourront être impliquées dans l'exécution de la peine, sans faire croire pour autant aux victimes qu'elles sont parties prenantes de cette procédure. Les magistrats devront parler de l'exécution de la peine de façon générale, aiguiller les victimes vers les maisons de justice, leur remettre une brochure, ... mais sans devoir dire de manière précise, au moment du jugement, ce que le condamné fera.

Mme de T' Serclaes renvoie à l'article 3bis du titre préliminaire du Code de procédure pénale, et à la discussion qui a eu lieu à ce sujet dans le cadre du projet « Franchimont ».

Artikelen 65 en 66

Aan beide artikelen werd de bepaling toegevoegd dat de veroordeelde in geval van herroeping onmiddellijk opnieuw wordt opgesloten. Er staat immers geen beroep open.

Artikel 67

Over de correcties die de Kamer heeft aangebracht, worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 68

De minister wijst erop dat aan dit artikel een bepaling is toegevoegd die inhoudt dat het slachtoffer wordt gehoord indien het de niet-naleving betreft van de voorwaarden die in het belang van het slachtoffer zijn opgelegd.

Artikelen 69 tot 98

Over de correcties die de Kamer heeft aangebracht, worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikelen 99 tot 101

De minister wijst erop dat artikel 101 een nieuw artikel is, dat artikel 195 van het Wetboek van strafvordering aanvult als volgt : *« Als de rechter een effectieve vrijheidsstraf uitspreekt, licht hij de partijen in over de uitvoering van deze vrijheidsstraf en over de mogelijke strafuitvoeringsmodaliteiten. »*

Hij licht eveneens de burgerlijke partij in over de mogelijkheden om in het kader van de strafuitvoering te worden gehoord over de voorwaarden die in het belang van de burgerlijke partij moeten worden opgelegd. »

De partijen zullen er dus over worden ingelicht dat zij bij de strafuitvoering kunnen worden betrokken, zonder dat de slachtoffers het idee mogen krijgen dat zij hierin vragende partij kunnen zijn. De magistraten moeten in algemene bewoordingen over de strafuitvoering praten, slachtoffers naar de justitiehuisen verwijzen, hen een brochure geven, ... zonder dat zij duidelijk bij het vonnis moeten zeggen wat de veroordeelde zal doen.

Mevrouw de T' Serclaes verwijst naar artikel 3bis van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering, en naar de discussie die hierover is gevoerd in het kader van het Franchimont-ontwerp.

Articles 102 à 109

Les modifications apportées par la Chambre à ces articles n'appellent pas d'observations.

V. VOTES

Les articles 1^{er} à 109, ainsi que l'ensemble du projet de loi, sont adoptés à l'unanimité des 9 membres présents.

*
* *

À la même unanimité, confiance a été faite à la rapporteuse pour la rédaction du présent rapport.

La rapporteuse,
Marie-José LALOY.

Le président,
Hugo VANDENBERGHE.

Artikelen 102 tot 109

Over de correcties die de Kamer heeft aangebracht, worden geen opmerkingen gemaakt.

V. STEMMINGEN

De artikelen 1 tot 109, alsook het wetsontwerp in zijn geheel, worden eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

*
* *

Met dezelfde eenparigheid is vertrouwen geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van dit verslag.

De rapporteur,
Marie-José LALOY.

De voorzitter,
Hugo VANDENBERGHE.